



MUTUELLE CHEMINOTS NORD

**RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ
ET LA SITUATION FINANCIÈRE (SFCR)**

EXERCICE 2021

SIREN 319 074 779

Numéro LEI : 969500B4UB09IVO0I703

CA MCN du 16/03/2022

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| LEXIQUE | 3 |
| INTRODUCTION | 4 |
| 0 SYNTHÈSE | 5 |
| 1 ACTIVITÉS ET RESULTATS | 7 |
| 1.1 Activité | 7 |
| 1.2 Performances techniques | 8 |
| 1.3 Résultats des investissements | 9 |
| 1.4 Résultats des autres activités | 9 |
| 1.5 Résultat de l'exercice | 9 |
| 1.6 Autres informations | 9 |
| 2 SYSTÈME DE GOUVERNANCE | 10 |
| 2.1 Informations générales sur le système de gouvernance | 10 |
| 2.2 Exigences de compétence et d'honorabilité | 12 |
| 2.3 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité | 12 |
| 2.4 Système de contrôle interne | 15 |
| 2.5 Fonction d'audit interne | 16 |
| 2.6 Fonction actuarielle | 17 |
| 2.7 Sous-traitance | 17 |
| 2.8 Autres informations | 17 |
| 3 PROFIL DE RISQUE | 18 |
| 3.1 Risque de souscription | 18 |
| 3.2 Risque de marché | 18 |
| 3.3 Risque de crédit | 19 |
| 3.4 Risque de liquidité | 19 |
| 3.5 Risque opérationnel | 20 |
| 3.6 Autres risques importants | 20 |
| 3.7 Autres informations | 20 |
| 4 VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE | 21 |
| 4.1 Actifs | 22 |
| 4.2 Provisions techniques | 23 |
| 4.3 Autres passifs et impôts différés | 23 |
| 4.4 Ecart de valorisation actif/passif | 24 |
| 4.5 Méthodes de valorisation alternatives | 24 |
| 4.6 Autres informations | 24 |
| 5 GESTION DU CAPITAL | 25 |
| 5.1 Fonds propres | 26 |
| 5.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis | 26 |
| 5.3 Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis | 31 |
| 5.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé | 31 |
| 5.5 Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité de requis | 31 |
| 5.6 Autres informations | 31 |
| 6 ANNEXE : QRT PUBLICS | 32 |

LEXIQUE

ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution) : institution qui contrôle l'activité des banques et assurance en France et fait appliquer la directive Solvabilité II.

AMSB (Administrative Management or Supervisory Body) : organe d'administration de gestion ou de contrôle responsable ultime de l'implémentation de Solvabilité II au sein de l'organisme.

Best Estimate : valeur actuelle probable des flux de trésorerie futurs, déterminée sur la base d'informations actuelles crédibles et d'hypothèses réalistes.

BGS (Besoin Global de Solvabilité) : niveau de fonds propres nécessaires pour faire face aux risques importants propres à l'organisme.

Dirigeant effectif : personne nommée par le conseil d'administration qui intervient dans toute décision significative. Les organismes doivent disposer d'au moins deux dirigeants effectifs qui répondent aux conditions d'honorabilité et de compétence nécessaires à leur fonction.

EIOPA (European Insurance and Occupational Pensions Authority) : autorité européenne de surveillance du Système européen de supervision financière qui rédige les textes d'application de Solvabilité II.

Fonctions clés : Les fonctions clés sont dotées de caractéristiques d'indépendance et de responsabilité, disposent de ressources, autorité et expertise pour pouvoir communiquer avec tout membre du personnel et ont un lien direct avec l'AMSB.

Il existe 4 fonctions clés : Gestion des risques - Conformité - Audit interne - Actuariat.

Formule standard : formule développée selon le profil de risque moyen des entreprises d'assurance en Europe pour permettre aux organismes de faire une approximation du niveau de capital nécessaire sans pour autant développer un modèle interne.

MCR (Minimum Capital Requirement) : niveau minimal de fonds propres en deçà duquel l'organisme présente un risque inacceptable de ne pas pouvoir faire face à ses engagements.

ORSA (Own Risk and Solvency Assessment) : processus interne d'évaluation des risques et de la solvabilité par l'organisme. Il doit illustrer la capacité de l'organisme à identifier, mesurer et gérer les éléments de nature à modifier sa solvabilité ou sa situation financière.

QRT (Quantitative Reporting Templates) : tableaux de reporting que doit remplir un organisme assurantiel dans le cadre de Solvabilité II pour le Pilier 3.

RSR (Regular Supervisory Report) : rapport narratif annuel destiné au superviseur.

SCR (Solvency Capital Requirement) : niveau cible de fonds propres permettant à l'organisme de faire face à des pertes imprévues et procurant aux adhérents une assurance raisonnable que la Mutuelle honorera ses engagements.

SFCR (Solvency and Financial Condition Report) : rapport narratif annuel destiné au public.

INTRODUCTION

Dans le cadre de la **Directive Solvabilité 2** mise en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2016, les organismes d'assurance sont amenés à communiquer au Superviseur des informations clés relatives à leur structure, leur activité, leur performance, leur situation financière et leur stratégie.

Le but de cette communication est de garantir que les organismes sont bien capables de respecter leurs engagements vis-à-vis de leurs assurés et qu'ils n'encourent aucun risque au niveau de leur solvabilité sur le court et moyen terme. Pour ce faire, le Superviseur attache une attention particulière à l'analyse des hypothèses de valorisation choisies, aux choix des méthodologies employées ainsi qu'aux différentes procédures mises en place au sein de l'organisme.

Dans ce but, à compter de l'exercice 2016, les organismes d'assurance sont amenés à délivrer, tous les ans, un rapport narratif dénommé « **Rapport sur la Solvabilité et la Situation Financière** » (SFCR) qui répond à l'ensemble des exigences précitées.

La structure du rapport est établie selon les règles stipulées à l'annexe 6 complétant l'article 304 du Règlement Délégué et regroupe ainsi les éléments suivants :

- Activité et résultats,
- Système de gouvernance,
- Profil de risque,
- Valorisation,
- Gestion du capital.

Le présent rapport, mis à jour annuellement, concerne l'activité de la Mutuelle des Cheminots du Nord (MCN), ci-après dénommée « **la Mutuelle** ». Ce rapport a été validé par le Conseil d'Administration le 16/03/2022.

0 SYNTHÈSE

Cette synthèse est réalisée conformément à l'article 292 du Règlement Délégué. Elle reprend tous les changements importants survenus dans l'activité et les résultats de la Mutuelle lors du dernier exercice clôturé au 31 décembre 2021, présentés dans les parties du rapport.

❖ Activité et résultats

En 2021, la Mutuelle a réalisé un résultat technique non-vie (activité santé) de -395 040 € avec un chiffre d'affaires net de 7 732 604 €. Les frais généraux (acquisition et administration et autres charges techniques) s'élèvent à 505 358 €.

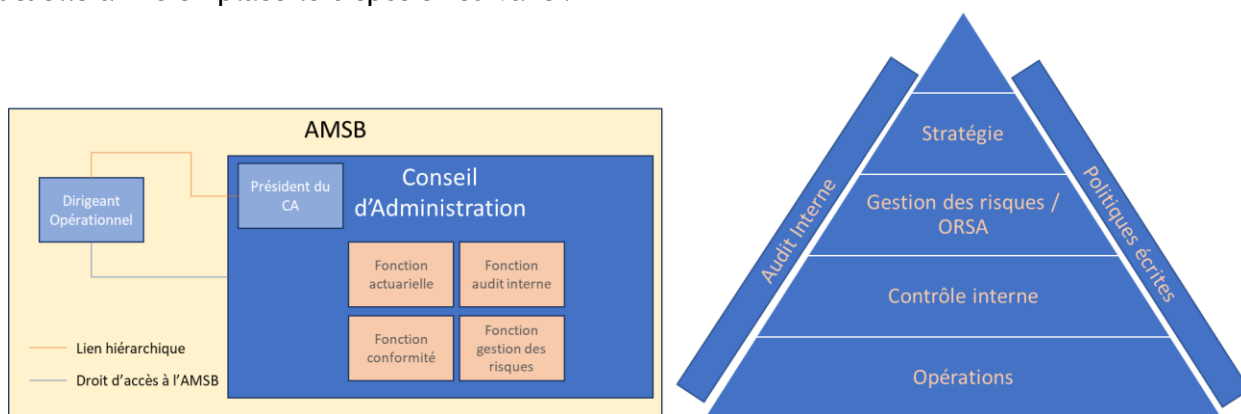
Le résultat financier a baissé entre 2020 et 2021 (-11%) passant de 73 994 € à 71 821 €.

Le résultat exceptionnel est de 82 € en 2021 alors qu'il était de 7 333 € en 2020.

Le résultat d'exercice de la MCN est donc de -323 137 € en 2021 alors qu'il était de 582 208 € en 2020.

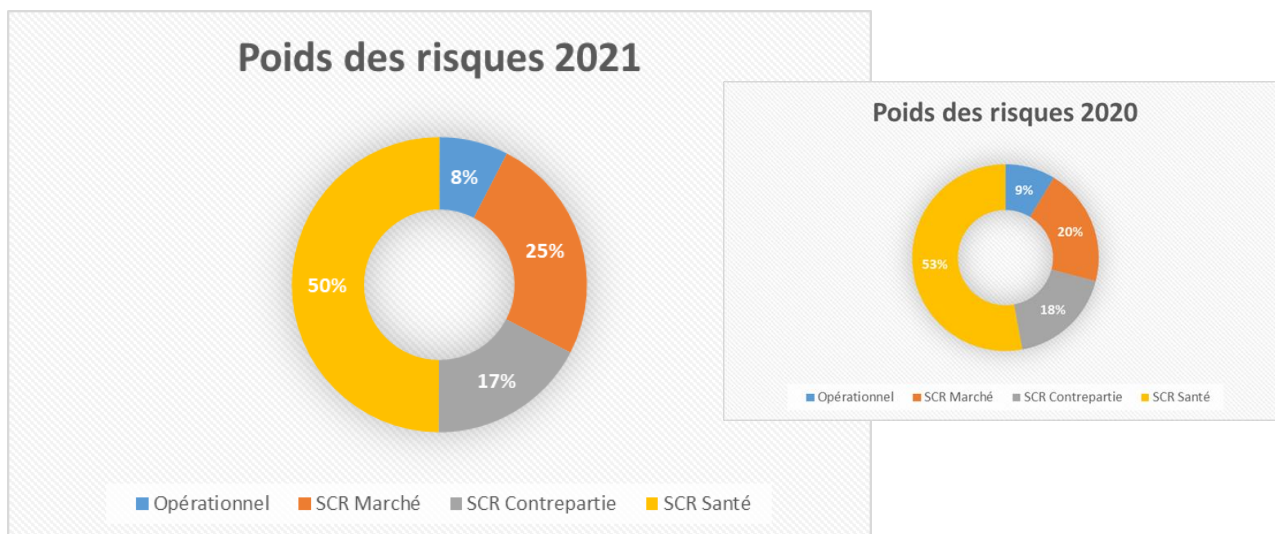
❖ Système de gouvernance

Pour assurer la mise en conformité réglementaire relative à l'organisation et aux procédures, la mutuelle a mis en place le dispositif suivant :



❖ Profil de risque

Le profil de risque de la Mutuelle est en adéquation avec son activité Frais de soins



Les autres risques, notamment stratégiques, sont analysés dans le cadre de l'ORSA.

❖ Valorisation à des fins de solvabilité

La Mutuelle dispose de 11 149 738 € de placements en valeur de marché au 31/12/2021.

Les provisions techniques en santé de la MCN s'élèvent à 906 015 € et se décomposent de la façon suivante :

| | |
|------------------------------|-----------|
| ○ Provision de prestations : | 717 809 € |
| ○ Provision de cotisations : | 0 € |
| ○ Marge de risque : | 188 205 € |

❖ Gestion du capital

Les fonds propres économiques de la MCN s'élèvent à 10 384 535 € au 31/12/2021 contre 9 869 668 € à fin 2020.

Le SCR de la Mutuelle au 31/12/2021 est de 2 326 863 € € contre 2 292 430 € en 2020.

Au 31/12/2021, le ratio de couverture de la marge de solvabilité en vision Solvabilité 2 s'élève donc à 424% contre 453% en 2020.

Le ratio de couverture du MCR passe cette année à 395% au 31/12/2021 contre 415% à fin 2020.

1 ACTIVITÉS ET RESULTATS

1.1 Activité

1.1.1 Présentation de l'organisme

La Mutuelle Cheminots Nord (MCN) a été créée en 1973. Elle est agréée par arrêté du 20/05/2003 pour pratiquer des opérations relevant des branches :

- 1 : accidents,
- 2 : maladie.

La Mutuelle Cheminots Nord est une mutuelle, personne morale à but non lucratif, régie par les dispositions du livre 2 du code de la mutualité, elle est inscrite sous le numéro SIREN 319074779.

La mutuelle a également pour objet de réaliser les opérations d'assurances suivantes :

- Proposer, dans le cadre de contrats collectifs conformément à l'article L. 221-3 du code de la mutualité, des garanties décès selon les modalités prévues par les conditions générales et particulières desdits contrats,
- Assurer, à titre accessoire (la notion d'accessoire étant fixée par décret), la prévention des risques de dommages corporels liés à des accidents ou à la maladie, ainsi que la protection de l'enfance, de la famille, des personnes âgées, dépendantes ou handicapées,
- Passer les conventions nécessaires pour faire bénéficier les membres participants des services et prestations servies par les fédérations et unions auxquelles la mutuelle adhère.
- Réassurer, à la demande de mutuelles, les engagements qu'elles ont contractés auprès de leurs membres,
- Faire bénéficier ses adhérents, par l'intermédiation et conformément à l'article L.116.1 du Code de la Mutualité, des garanties supplémentaires servies par des organismes sur lesquels le risque est transféré et habilités à pratiquer des opérations d'assurances.

La MCN est ancrée dans un mouvement social et humaniste elle le démontre à travers son action, son organisation, ses ambitions qui se traduit par les éléments suivants :

- recherche permanente d'optimisation et de redistribution des cotisations collectées, passant par un souci constant de maîtrise des coûts de gestion,
- une politique d'indépendance financière absolue,
- une volonté d'être toujours plus à l'écoute tout en accompagnant les adhérents en difficulté.

1.1.2 Tendances et facteurs de développement de l'organisme

Les cotisations, pour l'exercice 2021 sont de 7 732 604 € en baisse de -10,1% par rapport aux cotisations 2020 (8 599 009 €) principalement expliqué par la baisse du nombre d'adhérents et au mois de cotisation offert à la suite de la crise COVID.

La Mutuelle Cheminots Nord comptait au 31 décembre 2021, 7 974 adhérents en baisse de 309 par rapport à fin 2020, regroupant un total de 13 246 personnes protégées.

1.2 Performances techniques

1.2.1 Performance de souscription globale en 2021

La performance de souscription de la Mutuelle s'apprécie au travers du ratio de sinistralité P/C et du compte de résultat technique non-vie.

En 2021, la Mutuelle a réalisé un résultat technique non-vie (activité santé) de **-395 040 €** avec un chiffre d'affaires net de **7 732 604 €**. Les frais généraux (acquisition et administration) s'élèvent à **195 777 €**.

| Comptes | 2021 | 2020 | 2019 | 2018 | Variation 2020/2021 | |
|--|-------------------|------------------|------------------|------------------|---------------------|--------------|
| Cotisations acquises | 7 732 604 € | 8 599 009 € | 8 714 922 € | 8 984 815 € | -866 405 € | -10,1% |
| Autres produits techniques | 519 € | 510 € | 500 € | 554 € | 9 € | 2% |
| Charges de prestations | 7 622 805 € | 7 305 921 € | 7 862 682 € | 7 802 727 € | 316 884 € | 4% |
| Frais d'acquisition | 93 044 € | 90 255 € | 108 457 € | 91 461 € | 2 789 € | 3% |
| Frais d'administration | 102 733 € | 105 201 € | 114 973 € | 115 952 € | -2 468 € | -2% |
| Autres charges techniques | 309 581 € | 327 345 € | 344 767 € | 326 365 € | -17 764 € | -5% |
| Résultat technique des opérations Non Vie | -395 040 € | 770 797 € | 284 543 € | 648 863 € | -1 165 837 € | -151% |

❖ Cotisations acquises

Les cotisations acquises, pour l'exercice 2021, dans le compte de résultat technique sont en diminution de 10,1% par rapport aux cotisations 2020.

❖ Charges de Prestations

La charge de prestations 2021 a augmenté de 4% sur l'année pour atteindre une valeur de 7 622 805 € du fait de l'impact de la réforme du 100% Santé.

❖ Frais d'acquisition et d'administration / Autres charges techniques

Les frais d'acquisition et d'administration, associés aux autres charges techniques représentent l'assiette globale des frais de la Mutuelle. L'ensemble de ces frais a diminué de 3% entre les deux périodes pour atteindre une somme totale de 505 358 €.

❖ Résultat technique des opérations non-vie

Le résultat technique des opérations non-vie pour l'année 2021 est déficitaire de 395 040 €, soit une baisse conséquente de -1 165 837 € par rapport au résultat technique de l'exercice 2020.

1.2.1 Techniques d'atténuation des risques employées

La Mutuelle n'a pas recours à de la réassurance pour atténuer le risque ce qui n'influe pas sur le résultat technique.

1.3 Résultats des investissements

Au 31/12/2021, le résultat financier ressort à 71 821 € contre 73 994 € à fin 2020.

| Comptes | 2021 | 2020 | 2019 | 2018 | Variation 2020/2021 | |
|---------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|---------------------|------------|
| Produits des placements | 83 874 € | 86 148 € | 97 238 € | 98 143 € | -2 274 € | -3% |
| Charges des placements | 12 053 € | 12 154 € | 10 107 € | 9 822 € | -101 € | -1% |
| Résultat financier | 71 821 € | 73 994 € | 87 131 € | 88 321 € | -2 173 € | -3% |

Les produits financiers sont composés principalement du loyer du bâtiment d'exploitation de la mutuelle ainsi que des intérêts des comptes et livrets placés.

1.4 Résultats des autres activités

| Comptes | 2021 | 2020 | 2019 | 2018 | Variation 2020/2021 | |
|------------------------------|-------------|----------------|-----------------|-----------------|---------------------|-------------|
| Produits exceptionnels | 116 € | 7 337 € | 2 367 € | 15 690 € | -7 221 € | -98% |
| Charges exceptionnelles | 34 € | 4 € | 5 604 € | 14 € | 30 € | 750% |
| Résultat exceptionnel | 82 € | 7 333 € | -3 237 € | 15 676 € | -7 251 € | -99% |

Le résultat exceptionnel s'élève à 82 € en 2021.

1.5 Résultat de l'exercice

| Comptes | 2021 | 2020 | 2019 | 2018 | Variation 2020/2021 | |
|---|-------------------|------------------|------------------|------------------|---------------------|--------------|
| Résultat technique des opérations Non Vie | -395 040 € | 770 797 € | 284 543 € | 648 863 € | -1 165 837 € | -151% |
| Résultat financier | 71 821 € | 73 994 € | 87 131 € | 88 321 € | -2 173 € | -3% |
| Résultat exceptionnel | 82 € | 7 333 € | -3 237 € | 15 676 € | -7 251 € | -99% |
| Impôts sur le résultat | 0 € | 269 675 € | 103 162 € | 220 652 € | -269 675 € | -100% |
| Résultat de l'exercice | -323 137 € | 582 449 € | 265 275 € | 532 208 € | -905 586 € | -155% |

Après impact fiscal, le résultat global de l'exercice 2021 s'élève à - 323 137 € en baisse par rapport à 2020 notamment du fait de la baisse des cotisations couplée à la hausse de la charge des prestations (effets mois offert et 100% Santé).

1.6 Autres informations

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par la mutuelle n'est à mentionner.

2 SYSTÈME DE GOUVERNANCE

2.1 Informations générales sur le système de gouvernance

2.1.1 Description du système de gouvernance

Le système de gouvernance de la MCN repose sur un Conseil d'administration, un Bureau et un Comité spécialisé, comme cela est préconisé.

Le Conseil d'administration de la MCN est composé de 13 administrateurs.

Les statuts de la MCN prévoient que le Conseil d'Administration se réunisse quatre fois par an minimum. Le nombre de réunions annuelles varie en fonction des dossiers en cours ou de l'actualité à traiter.

En 2021, le Conseil d'Administration de la MCN s'est réuni à 6 reprises (en présentiel et en distanciel).

Le Conseil d'administration de la MCN détermine les orientations stratégiques de la Mutuelle et veille à leur application. Il opère les vérifications et contrôles qu'il juge opportun. Il s'assure de créer un environnement favorable à une gestion des risques efficace. Le Conseil d'administration a notamment pour mission d'arrêter les comptes de la structure et d'établir les rapports et questionnaires réglementaires.

Plus généralement, il veille à accomplir toutes les missions qui lui sont confiées par la loi ou la réglementation applicable aux mutuelles.

Le Bureau de la MCN est composé de 7 membres, élus à bulletin secret pour une durée d'un an, lors de la première réunion qui suit l'Assemblée Générale ayant procédé au renouvellement, et dont les missions sont définies statutairement.

Le Bureau assiste et conseille le Président dans l'exercice de ses missions. Il veille à l'application des décisions du Conseil d'Administration et tient à jour la liste des questions à traiter.

Le Bureau se réunit sur convocation du Président. Il ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente. Les délibérations sont prises dans le cadre des délégations que le CA lui a confiées.

Le Comité d'audit de la MCN est composé de 3 membres. Les missions qu'il remplit répondent aux exigences réglementaires.

En 2021, le Comité d'audit s'est tenu 2 fois.

Le Comité d'audit respecte les principales missions qui lui sont confiées par la Directive et la législation, notamment celles relatives au contrôle des comptes et au suivi de l'efficacité des systèmes de gestion des risques et de contrôle interne.

Le Comité d'Audit rend compte régulièrement au Conseil d'administration de l'exercice de ses missions et l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

Les statuts de la MCN prévoient des délégations d'attributions par le Conseil d'administration.

Toute délégation de pouvoirs ou de signatures est formalisée et ratifiée par le Conseil d'administration.

Si la responsable financière ou d'autres personnes physiques peuvent, pour assurer la continuité de l'activité, effectuer des paiements par délégation du Trésorier après autorisation du Conseil d'Administration, seul le Président dispose de l'ordonnancement des factures et de l'engagement des dépenses.

Si la responsable financière et administrative assiste à la demande aux réunions du Conseil d'Administration, elle ne peut émettre qu'un avis sur consultation des administrateurs mais elle ne participe pas au vote des résolutions.

La responsable financière et administrative, de par ses responsabilités, est habilitée à prendre toute décision dans les domaines faisant l'objet de ses prérogatives techniques (financières, budgétaires, gestion du personnel). Il est stipulé dans son contrat de travail qu'elle est placée sous l'autorité du Président.

Le Président peut sous sa responsabilité lui confier des délégations nécessaires au fonctionnement administratif et de gestion des ressources humaines. Il peut également sous sa responsabilité lui confier une mission sur un projet ou une mission de représentation.

La responsable financière et administrative, dispose d'une délégation permanente lui conférant tous les pouvoirs pour mettre en œuvre dans tous les domaines des processus de veille, de contrôle et de suivi afin d'assurer son obligation d'information et d'assistance en direction du Président.

La responsable financière et administrative bénéficie d'une délégation permanente de signature sur les comptes de la MCN qui lui permet également d'effectuer le suivi des placements et l'administration des comptes courants. Cette délégation lui est confiée par le Trésorier sous sa responsabilité et son contrôle, après autorisation du Conseil d'Administration.

Les fonctions clés définies dans la Directive Solvabilité 2 sont des fonctions instituées pour assurer le contrôle et le suivi des risques. Elles sont au nombre de 4 : la gestion des risques, la conformité, l'actuariat, et l'audit interne. Celles-ci ont été mises en place conformément aux exigences réglementaires (articles 44, 46, 47 et 48 de la Directive).

2.1.2 Droits à rémunération

L'organe d'administration, de gestion ou de contrôle est composé exclusivement d'administrateurs bénévoles. Comme le précise l'article 42 des statuts, les fonctions d'administrateurs sont gratuites.

La mutuelle peut cependant verser des indemnités à des administrateurs dans les conditions prévues aux articles L.114-26 et L.114-27 du code de la mutualité.

Par ailleurs, il est interdit aux administrateurs de faire partie du personnel rétribué par la mutuelle ou de recevoir à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, toute rémunération ou avantage autre que ceux prévus à l'article L.114-26 du code de la mutualité.

Aucune rémunération, liée de manière directe ou indirecte au volume des cotisations de la mutuelle, ne peut être allouée à quelque titre que ce soit à un administrateur.

Les membres du Conseil d'Administration, ne peuvent exercer de fonction donnant lieu à une rémunération de la Mutuelle qu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la fin de leur mandat.

2.2 Exigences de compétence et d'honorabilité

Conformément à l'article 42 de la directive cadre Solvabilité 2, ainsi qu'aux obligations découlant de la loi bancaire de 2013, l'ensemble des dirigeants et responsables de fonctions clés de la MCN est soumis à une exigence double de compétence et d'honorabilité. Pour chaque acteur identifié comme tel par la mutuelle, une preuve de la compétence est apportée par l'expérience professionnelle et les qualifications acquises.

Par leurs expériences et leurs fonctions occupées dans la mutualité depuis de nombreuses années, les administrateurs de la MCN bénéficient de bonnes connaissances et compétences individuelles et collectives du marché de la santé et de l'assurance, des marchés financiers, et de l'actualité réglementaire, et plus spécifiquement des particularités financières et économiques de la mutuelle.

La mutuelle accorde une importance graduée à son niveau d'exigence en matière de compétences et d'honorabilité, conformément au principe de proportionnalité, qui se décline selon la complexité, la nature et l'envergure des activités, des domaines et des risques au sein desquels la personne évolue. A ce titre, les administrateurs de la MCN ont suivi des formations en interne afin d'acquérir les niveaux de compétence et de connaissance nécessaire.

En 2021 les administrateurs ont participé à une formation en droit.

Leur honorabilité est notamment prouvée grâce aux extraits de casiers judiciaires des personnes concernées et dont la mutuelle dispose.

2.3 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

➤ Présentation générale de la gestion des risques dans la mutuelle

La MCN met progressivement en place un système de gestion des risques conforme aux exigences réglementaires telles que décrites dans la Directive Solvabilité 2 (Article 44).

Ce système a pour vocation d'identifier et mesurer les risques auxquels elle est exposée dans le cadre de ses activités. Il comprendra :

- des dispositifs de détection et d'évaluation des risques ;
- des mesures de contrôle et de maîtrise ;
- une intégration des processus décisionnels de l'entité.

En 2021, les travaux de déploiement du système de gestion des risques se poursuivent pour toutes les activités de la Mutuelle.

➤ Les outils supports à la gestion des risques

La MCN dispose de plusieurs outils opérationnels lui permettant de gérer ses risques et maîtriser ses activités.

➤ La méthodologie d'identification et d'évaluation des risques

Cette méthodologie a pour objectif :

- De fournir une méthodologie complète et opérationnelle d'identification et d'évaluation des risques et des dispositifs de maîtrise des risques (reprenant les contrôles) ;
- De détailler les étapes et indicateurs clés du dispositif ;
- De proposer une méthode formalisation de base de données et de supports ;
- D'expliquer la terminologie employée.

➤ La cartographie des risques

La cartographie des risques de la MCN a été initiée ces dernières années. Celle-ci constitue un outil du dispositif de gestion des risques et de contrôle interne de la MCN. En 2021, des travaux d'actualisation de la cartographie ont eu lieu pour toutes les activités de la Mutuelle.

Cet outil sera le principal support d'identification, d'évaluation et de hiérarchisation des risques auxquels est exposée la mutuelle.

La méthodologie de conception et mise en œuvre de la cartographie des risques est définie. Chaque risque est rattaché à un processus. Les risques bruts sont évalués selon une échelle d'impact et de fréquence définie dans la méthodologie de la MCN.

La MCN se focalise sur les risques majeurs de l'organisation afin de pouvoir exploiter les résultats de manière opérationnelle et de répondre plus efficacement aux exigences de Solvabilité 2 dans le cadre de l'ORSA.

➤ Cartographie de l'organisation interne

Il est établi un tableau de bord du suivi de l'activité hebdomadaire de la MCN.

➤ Manuel de procédure

Ce manuel regroupe l'ensemble des procédures à suivre dans la mise en œuvre des différents processus opérationnels.

Un organigramme validé par le Conseil d'Administration dresse les noms des intervenants, les compétences et les responsabilités dans chaque fonction.

➤ Référentiels métier

Chaque collaborateur peut consulter, à tout moment, les référentiels en vigueur : cahier des charges des différentes normes utilisées en EDI, informations éditées par la CNAM, accès au site ameli.fr, code de la mutualité, documents, notes de service internes, etc.

➤ La maîtrise des risques

La démarche de contrôle interne vise à mettre en place ou à renforcer les moyens de maîtrise dans chaque activité concernée.

La mise en place de chaque plan d'actions est suivie par le contrôle interne par rencontre périodique avec les responsables de suivi de mise en œuvre, avec un état d'avancement communiqué à l'issue de chaque réunion.

➤ Le processus ORSA

Selon les recommandations de l'ACPR, il est préférable de ne pas reprendre dans le rapport narratif les résultats de l'ORSA mais de décrire la manière avec laquelle les évaluations internes sont réalisées, documentées et analysées en interne, ainsi qu'intégrées aux processus de gestion et de prise de décision de l'entreprise.

L'évaluation interne des risques et de la solvabilité fait progressivement partie intégrante de la gouvernance de la MCN. Elle introduit les notions de tolérance et d'appétence au risque dans la déclinaison des objectifs et les prises de décisions stratégiques.

Le processus ORSA s'appuie sur les éléments suivants :

- le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne en cours de déploiement ;
- la prise en compte et le suivi des recommandations des commissaires aux comptes et des experts externes intervenant sur le projet Solvabilité 2 ;
- la prise en compte et le suivi des incidents, dysfonctionnements et anomalies opérationnelles (sécurité des SI, gestion des activités, protection de la clientèle, lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme...) ;
- la sensibilisation des collaborateurs et des membres du Conseil d'administration aux risques inhérents de la Mutuelle ;
- le système d'information qui doit permettre de répondre aux exigences de production d'états annuels et trimestriels vers les autorités de contrôle (notamment Pilier 3 vers l'ACPR), en termes de niveau de granularité, de vocabulaire, de documentation ;
- une organisation opérationnelle et stratégique (gouvernance) répondant aux spécificités de la Mutuelle et dans la déclinaison du principe de proportionnalité.

En déclinaison des principes rappelés ci-dessus, le Conseil d'administration de la MCN approuve la politique de l'ORSA et s'assure que le processus ORSA est adapté et mis en œuvre. Le processus ORSA est approuvé par le Conseil d'administration au minimum une fois par an et avec une fréquence supérieure en cas de modification significative du profil de risque.

Ainsi, les principales composantes de la stratégie de risque de la MCN seront déclinées au sein des notions suivantes :

- L'appétence au risque : définie par le Conseil d'administration sur la base des évaluations quantitatives. L'appétence au risque permet d'optimiser l'allocation des fonds propres pour couvrir les risques identifiés ;
- Le seuil de tolérance par risque : établit la fourchette dans laquelle le risque peut évoluer sans déclencher de mesures d'alertes, en lien avec la stratégie de gestion des risques. Ces seuils maintiennent le profil de risque cohérent avec l'appétence au risque ;
- Les limites de risques : définissent dans le détail le niveau d'exposition au risque par processus, autorisés dans le cadre des tolérances aux risques ;
- Le profil de risque : présente à un niveau agrégé et détaillé l'ensemble des risques auxquels la MCN est exposé sur un horizon donné, et en fonction d'indicateurs et de scénarios définis.

Le profil de risque de la MCN est construit à partir de la formule standard et en estimant un besoin global de solvabilité (risques non inclus dans la formule standard et analyse de l'horizon de

projection pertinent). Il sera affiné avec les résultats des travaux de cartographie des risques menés en interne.

Les risques non appréhendés dans la formule standard ont été plus particulièrement étudiés tels que :

- Des risques de marché (liquidité, inflation...)
- Des risques opérationnels (réputation, fraude, SI, sécurité physique et logique, gestion et exécution des opérations, organisation et RH, sous-traitance et activités externalisées...)
- Des risques de gouvernance et de stratégie ;
- Des risques réglementaires, juridiques et fiscaux ;
- Tous risques internes ou externes spécifiques ou exceptionnels.

Les risques non appréhendés dans la formule standard sont décrits dans le rapport dédié à l'évaluation interne des risques et de la solvabilité ORSA.

2.4 Système de contrôle interne

➤ Objectif du contrôle interne

Le Contrôle Interne mis en œuvre au sein de la Mutuelle Cheminots Nord a pour objectif de maintenir, dans le strict intérêt des adhérents, la pérennité de l'entreprise en assurant la protection, la sauvegarde de son patrimoine ainsi que la qualité de l'information financière et en veillant à la bonne application des instructions des organes dirigeants (Conseil d'Administration, Dirigeant), tout en permettant l'amélioration des performances. Il a également pour objectif de vérifier que l'organisation et les procédures internes sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi qu'aux normes professionnelles et déontologiques. Une attention particulière est accordée à la vérification de la conformité des factures reçues en vue d'un paiement.

➤ Organisation et méthodologie

Le contrôle interne au sein de la Mutuelle est organisé par domaines fonctionnels.

Chaque personne en charge d'un processus de contrôle interne dispose d'un mode opératoire définissant les objectifs à atteindre ainsi que les moyens à mettre en œuvre.

Ce dispositif de contrôle interne peut s'appuyer sur :

- une organisation adaptée aux objectifs de l'entreprise (chaque poste fonctionnel faisant l'objet d'une fiche de fonction et d'un organigramme de l'entreprise permettant ainsi d'identifier les acteurs au sein de l'entreprise),
- des responsabilités et pouvoirs clairement définis,
- des outils informatiques adaptés aux objectifs actuels de l'entreprise et répondant aux objectifs de traçabilité et de sécurité tant physique que logique afin d'assurer la conservation des données enregistrées,
- des procédures ou modes opératoires.

La Mutuelle dispose sur le contrôle interne d'une approche pragmatique qui consiste à identifier les risques les plus significatifs sur les activités principales et sensibles afin de déterminer les moyens de maîtrise les plus appropriés. Des plans d'actions sont déterminés en conséquence lorsque les couvertures des risques sont jugées insuffisantes.

Le dispositif et la méthodologie ont été renforcés ces dernières années par l'accompagnement d'un expert, par des actions spécifiques de contrôle interne au sein de chaque service opérationnel, ainsi que par des mises en conformité avec la norme Solvabilité 2.

Des actions de mise en conformité avec la réglementation se sont multipliées pour demeurer systématiquement en phase avec les évolutions réglementaires, et respecter les contraintes de l'ACPR.

➔ Conformité

En ce qui concerne la conformité interne, il convient de s'assurer que les activités de l'entreprise sont conformes aux politiques et stratégies définies par le Conseil d'Administration.

Pour la conformité externe, il convient de s'assurer que la mise en œuvre des activités de l'entreprise respecte les lois et règlements en vigueur. Un contrôle des mises à jour des applicatifs de gestion (comptabilité, paie, métier, code du travail, convention collective, outils de gestion et d'analyses) est effectué en veillant à ce que ces mises à jour produisent bien les effets escomptés.

Pour ce qui est de la rédaction des documents contractuels pouvant engager la responsabilité de l'entreprise (contrat de travail, règlement intérieur, statuts etc.), il convient de vérifier qu'une validation soit effectuée par les conseils juridiques de l'entreprise selon leurs domaines de compétences (Droit social, Droit de l'informatique, conventions de prestataires etc.).

Le dispositif de contrôle interne sur l'information comptable et financière permet de garantir la réalisation des objectifs suivants :

- Protection du patrimoine de la MCN ;
- Fiabilité des procédures et des flux d'encaissements et de décaissements ;
- Exactitude et exhaustivité des enregistrements comptables ;
- Qualité et fiabilité de l'élaboration des comptes annuels ;
- Contrôles du processus d'arrêté des comptes

2.5 Fonction d'audit interne

La responsabilité de la fonction clé d'audit interne est assurée par un administrateur.

L'objectif de la fonction clé d'audit interne est de garantir une bonne maîtrise des activités et opérations de la Mutuelle, ainsi que de s'assurer de l'efficacité, la pertinence et la suffisance des processus en place.

L'audit interne consiste à lancer des contrôles périodiques ciblés. Ces contrôles sont aussi dénommés missions d'audit. Le contrôle permanent, couvert par le dispositif de contrôle interne, lié aux activités est distinct de l'audit interne. Mais les résultats et recommandations des missions d'audit interne peuvent être intégrés dans le dispositif de contrôle interne.

La fonction d'audit interne établit annuellement un rapport à l'intention du Conseil d'administration sur les audits en cours, effectués ou programmés et y synthétise les observations formulées à ces différentes occasions et ses recommandations. Ce rapport formalise aussi les éventuelles évolutions susceptibles d'améliorer la qualité de l'audit interne.

2.6 Fonction actuarielle

La Responsabilité de la fonction clé Actuariat est assurée par un administrateur.

La fonction clé Actuariat a un rôle important de revue et de supervision des modalités et des résultats de calculs de provisionnement.

Celui-ci travaille en collaboration avec le responsable de la fonction clé gestion des risques pour déterminer les orientations en matière de gestion des risques de tarification et de souscription, et les principales mesures pour en garantir le suivi.

Des informations clés sont également remontées au Comité d'audit pour optimiser la surveillance de ces risques techniques.

La fonction clé actuarielle de la MCN a en charge les activités suivantes :

- coordonner et superviser le calcul des provisions techniques ;
- garantir le caractère approprié des méthodologies et des hypothèses utilisées pour le calcul des provisions techniques ;
- apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques ;
- comparer les meilleures estimations aux observations empiriques;
- informer l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle de la fiabilité et du caractère adéquat du calcul des provisions techniques ;
- émettre un avis sur la politique globale de souscription.

2.7 Sous-traitance

La MCN n'externalise pas à ce jour de fonctions clés ou de fonctions critiques au sens de la Directive Solvabilité 2. Tout ou partie de certaines activités peuvent effectivement être confiées à des prestataires externes (informatique, accompagnement Solvabilité 2...) mais celles-ci n'entrent pas dans le champ des fonctions Solvabilité 2 en tant que tel.

Il est à noter que depuis 2018 la MCN est accompagnée sur la mise en œuvre des exigences réglementaires par le cabinet d'actuariat conseil Actuelia.

La MCN a rédigé une politique de sous-traitance qui précise les principes et règles à respecter.

2.8 Autres informations

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par la mutuelle n'est à mentionner.

3 PROFIL DE RISQUE

De manière générale, le profil de risque de la mutuelle est appréhendé de la manière suivante :



3.1 Risque de souscription

Pour gérer le risque de souscription, la MCN a recours à des méthodes empiriques et techniques, tout en s'appuyant sur des données économiques et de marché.

La MCN procède à une analyse de risques techniques globale et une analyse plus approfondie de son portefeuille, dans un contexte d'évolution contenue des tarifs.

La Mutuelle dispose d'informations et de données suffisantes pour déterminer le coût technique de la tarification, et plus précisément pour déterminer le taux directeur décidé en Assemblée Générale qui fixe l'évolution du tarif général des cotisations pour l'année à venir.

La stratégie de la Mutuelle est de s'adapter au pouvoir d'achat des ménages en proposant des évolutions de cotisations raisonnables et acceptables.

Cette tarification s'appuie notamment sur :

- des prévisions économiques ainsi que des prévisions des coûts et des comportements de consommation ;
- des informations de gestion (analyse du fichier des bénéficiaires, étude détaillée des prestations (nature et fréquence), des produits, des cotisations, ...) ;
- des données précises liées aux incidents de paiement, aux taux de radiation et résiliation, ainsi que toute information utile qui aurait été remontée par les collaborateurs quant aux adhésions.

L'AMSB fixe également sa politique de surveillance de ces risques.

En complément, la mutuelle reste attentive au suivi du risque de provisionnement. La mesure de ce risque est prévue par la formule standard et révisée dans le contexte de l'ORSA.

3.2 Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter des fluctuations des prix des instruments financiers qui composent un portefeuille.

Depuis 2019, la MCN a acquis une obligation pour un montant brut de 1 000 000 €. Cette obligation a subi une baisse de sa valeur de marché peu après son acquisition, et est remonté légèrement sur l'exercice 2020. A fin 2021, ce placement est en situation de moins-value latente de 111 050 €. Compte tenu de sa structure complexe (repack obligataire) et du peu d'information sur la transparence, celle-ci a été choquée comme une action de type 2 dans le module de risque de marché.

En 2021, la mutuelle a acquis une seconde obligation pour un montant brut de 600 000 €. Pour cette dernière, il a été possible de réaliser un traitement SCR de type obligataire compte tenu de l'information disponible. Ce nouveau placement a été traité dans les SCR taux, spread et concentration.

La MCN gère le risque de marché de la façon suivante :

- Le risque de concentration : il s'agit du risque de défaut potentiellement aggravé du fait de la concentration des titres sur certains émetteurs. Pour la mutuelle, les seules expositions sont relatives à l'immeuble d'exploitation et à l'obligation acquise.
- Le risque de taux : non applicable
- Le risque immobilier : ce risque est dû à une chute des marchés immobiliers ;
- Le risque de spread : non applicable
- Le risque de change : non applicable
- Le risque action : Ce risque correspond à une perte de valeur des actions, calibrée à 39% pour les actions de type 1, et 49% pour les actions de type 2 hors effet contre-cyclique.

3.3 Risque de crédit

Le risque de crédit est suivi par la mutuelle par l'intermédiaire d'analyses des défauts potentiels de tiers auprès desquels l'organisme présente une créance ou dispose d'une garantie.

Compte tenu de son activité, les éléments pouvant être à l'origine d'un risque de défaut envers la mutuelle sont :

- Défaillance d'une contrepartie significative (banques au regard des liquidités détenues).
- Défaut de paiement de cotisations par les adhérents

Pour les contreparties de taille importante (banques), il s'agit des positions de trésorerie que la mutuelle a mis en place auprès des organismes suivants : la Caisse d'Epargne (Groupe BPCE), le Crédit du Nord (Groupe Société Générale), la banque BSD (Groupe CIC) et la Banque Postale.

La MCN s'assure de la maîtrise du risque de défaut de paiement des cotisations par un suivi régulier des impayés de cotisations, qui reste faible. Par ailleurs, la mutuelle n'a des relations d'affaires qu'avec des établissements de crédit et des contreparties disposant d'excellentes notations sur le marché.

3.4 Risque de liquidité

La MCN prend toutes les mesures nécessaires pour tenir compte du risque de liquidité, tant à court terme qu'à long terme par l'analyse du caractère approprié de la composition des actifs, du point de vue de leur nature, de leur durée et de leur liquidité, pour permettre à l'entreprise d'honorer ses engagements à l'échéance et par le plan de réaction aux variations des entrées et sorties de trésorerie attendues.

La MCN s'assure en permanence d'avoir un niveau de trésorerie suffisant et prudent pour pouvoir honorer tous ses engagements.

3.5 Risque opérationnel

Le risque opérationnel se définit comme le risque de perte résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des événements internes (procédures, systèmes d'information, personnel...) ou externes.

Le SCR opérationnel est calculé conformément aux spécifications techniques de l'EIOPA à partir des cotisations perçues au cours des deux derniers exercices, des best estimate de provisions santé, et des frais afférents.

Pour gérer le risque opérationnel, la MCN déploie un dispositif de gestion des risques et de contrôle interne adapté aux risques et à la taille de la structure.

3.6 Autres risques importants

Compte tenu du périmètre de son activité, de la gamme de produits restreinte, de son portefeuille historique connu (cheminots), et du volume d'affaires limité, la MCN maîtrise son environnement de travail. Cependant, des nouveaux défis se présentent à la mutuelle, notamment :

- La capacité à maintenir/développer le portefeuille, en faisant face à la concurrence et au vieillissement de la population assurée
- La capacité d'adaptation aux changements réglementaires : 100% Santé, RGPD, DDA, révisions S2
- La mise en place d'un plan opérationnel de continuité d'activité (PCA) incluant le traitement du risque de personne clé.

Ces risques seront analysés dans le cadre de la mise en œuvre du processus ORSA en 2021.

3.7 Autres informations

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par la mutuelle n'est à mentionner.

4 VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

La date de référence de l'exercice est le 31/12/2021.

Les spécifications techniques utilisées par la MCN sont issues de la réglementation définie dans les textes suivants :

1. La Directive Solvabilité 2 du 25 novembre 2009 (2009/138/CE)
2. La Directive OMNIBUS 2 du 16 avril 2014 (2014/51/UE)
3. Le Règlement délégué (UE) 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014 complétant la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (Solvabilité 2)
4. Le Règlement délégué (UE) 2019/981 de la Commission du 8 mars 2019 modifiant le règlement délégué (UE) 2015/35 complétant la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (amendement)
5. La documentation EIOPA à savoir les textes ITS et guidelines (orientations) qui complètent les références précédentes
6. Les recommandations de l'ACPR sur ces sujets

Aucun écart significatif par rapport à ces spécifications n'est à notifier, certains éléments ont été estimés par des méthodes simplifiées, en application du principe de proportionnalité.

Une présentation des principaux postes du bilan sous Solvabilité 1 et Solvabilité 2 est réalisée ci-dessous :

| En € | 2021 | | 2020 | | Méthode de valorisation S2 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | S1 | S2 | S1 | S2 | |
| ACTIF | | | | | |
| Actifs incorporels | 1 096 | 0 | 1 757 | 0 | Valeur égale à zéro |
| Impôt différé Actif | 0 | 68 157 | 0 | 58 142 | Estimation dans le cadre du bilan prudentiel |
| Actifs corporels d'exploitation | 70 545 | 70 545 | 83 345 | 75 272 | Valeur nette comptable |
| Placements | 10 771 445 | 11 149 738 | 12 023 135 | 11 154 082 | |
| - dont actifs immobiliers | 110 657 | 600 000 | 123 869 | 580 000 | Valeur expertise immobilière actualisée |
| - dont trésorerie et dépôts | 10 660 788 | 10 549 738 | 11 899 266 | 10 574 082 | Valeur nette comptable et Valeur de marché |
| Créances nées d'opérations directes | 47 220 | 47 220 | 37 696 | 32 329 | Valeur nette comptable |
| Autres créances | 286 204 | 286 204 | 15 988 | 121 727 | Valeur nette comptable |
| Trésorerie | 66 396 | 66 396 | 74 934 | 130 677 | Valeur nette comptable |
| Comptes de régularisation actif | 8 131 | 8 131 | 11 713 | 4 349 | Valeur nette comptable |
| TOTAL ACTIF | 11 251 037 | 11 696 391 | 12 248 568 | 11 576 579 | |
| PASSIF | | | | | |
| Fonds propres | 9 853 277 | 9 869 668 | 10 176 414 | 9 973 902 | Estimation dans le cadre du bilan prudentiel |
| Provisions techniques non vie | 634 000 | 906 015 | 628 000 | 467 811 | |
| - dont best estimate | | 717 809 | | 267 511 | Meilleure estimation |
| - dont marge pour risque | | 188 205 | | 200 300 | Estimation dans le cadre du bilan prudentiel |
| Provisions pour risques et charges | 0 | 83 327 | 0 | 85 849 | |
| Impôt différé Passif | 0 | 73 621 | 0 | 205 896 | Estimation dans le cadre du bilan prudentiel |
| Dettes envers établissements de crédit | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Dettes nées d'opérations directes | 167 708 | 167 708 | 273 570 | 273 848 | Valeur nette comptable |
| Autres dettes | 596 052 | 596 052 | 1 170 584 | 655 122 | Valeur nette comptable |
| TOTAL PASSIF | 11 251 037 | 11 696 391 | 12 248 568 | 11 662 428 | |

4.1 Actifs

Les principes retenus pour la valorisation des actifs au 31/12/2021 sont repris dans le bilan détaillé.

Aucune approche par transparence n'a été appliquée puisque les actifs de la MCN sont principalement composés de livrets et comptes à terme. Les autres placements (obligataires) n'ont pas nécessité de mise en transparence.

Les actifs incorporels sont évalués comme nuls dans le bilan Solvabilité 2.

Les règles suivantes sont observées pour le contrôle du respect des orientations prises par le Conseil d'Administration.

Le Trésorier veille à l'application stricte des orientations édictées par le Conseil d'Administration :

- Capital garanti,
- Disponibilité à court terme,
- Couverture permanente des engagements réglementés,
- Organismes dont le siège social est implanté sur le territoire français.

A chaque Conseil d'Administration, le Trésorier établit un compte rendu de l'évolution des flux.

4.2 Provisions techniques

Les provisions techniques sous Solvabilité 2 sont calculées comme la somme d'une meilleure estimation et d'une marge de risque. La meilleure estimation est elle-même divisée en provisions de cotisations et de prestations.

Les méthodes suivantes ont été utilisées pour appliquer les meilleures estimations santé non-vie :

- meilleure estimation des provisions pour sinistre à payer : estimation à partir des triangles de paiements et application de la méthode Chain Ladder sur les années 2018, 2019 et 2020 ;
- meilleure estimation des cotisations : celle-ci se base sur un ratio de résultat technique [résultat technique/cotisations] de 0% en 2021, compte tenu de l'incertitude sur l'impact de la réforme 100% santé en 2022.

Les cotisations 2022 sont prises en compte dans la frontière des contrats. En effet, les appels de cotisations étant antérieurs au 31 décembre 2021, l'organisme est engagé sur ces cotisations, elles font donc partie du périmètre du bilan Solvabilité 2 (marge ou insuffisance).

Les hypothèses intégrées dans les calculs de la meilleure estimation des provisions techniques concernent principalement la projection des frais : gestion des prestations, administration, gestion des placements et acquisition pour la meilleure estimation des cotisations.

Concernant les provisions techniques, l'actualisation des meilleures estimations pour les provisions techniques (Provisions techniques) est réalisée à partir de la courbe des taux sans risque publiée par l'EIOPA en date du 31/12/2021.

Cette courbe des taux est retenue sans ajustement pour volatilité (Volatility Adjustment), tel que prévu par les textes réglementaires en raison de la courte durée des branches santé.

Pour information, la MCN n'utilise pas :

- d'ajustements égalisateurs,
- de correction pour volatilité,
- de mesures transitoires

4.3 Autres passifs et impôts différés

Les autres passifs hors provisions concernent principalement les dettes envers les établissements de crédit, les dettes nées d'opérations directes et les autres dettes.

Les impôts différés sont calculés sur les écarts de valeur entre le bilan Solvabilité 2 et le bilan fiscal, en accord avec la réglementation.

Les différents éléments contribuant à générer des écarts entre la valeur Solvabilité 2 et la valeur fiscale sont les suivants :

- Ecart d'évaluation sur les actifs de placements entre la valeur de réalisation et la valeur fiscale qui s'élève à 378 293 € ;
- Ecart sur le passif technique entre la valeur fiscale de toutes les provisions techniques comptables et le Best Estimate et la marge pour risques qui s'élève à -272 015 € ;
- Ecart sur les actifs incorporels de 1 096 € et sur les engagements de retraite de 83 327 €.

Les autres éléments du bilan, repris en valeur comptable, ne génèrent pas d'écart de valorisation.

Le taux d'impôt retenu est le taux réduit de 25% (taux prévisionnel 2022). Aucun déficit reportable n'a été considéré au 31/12/2021 (non applicable).

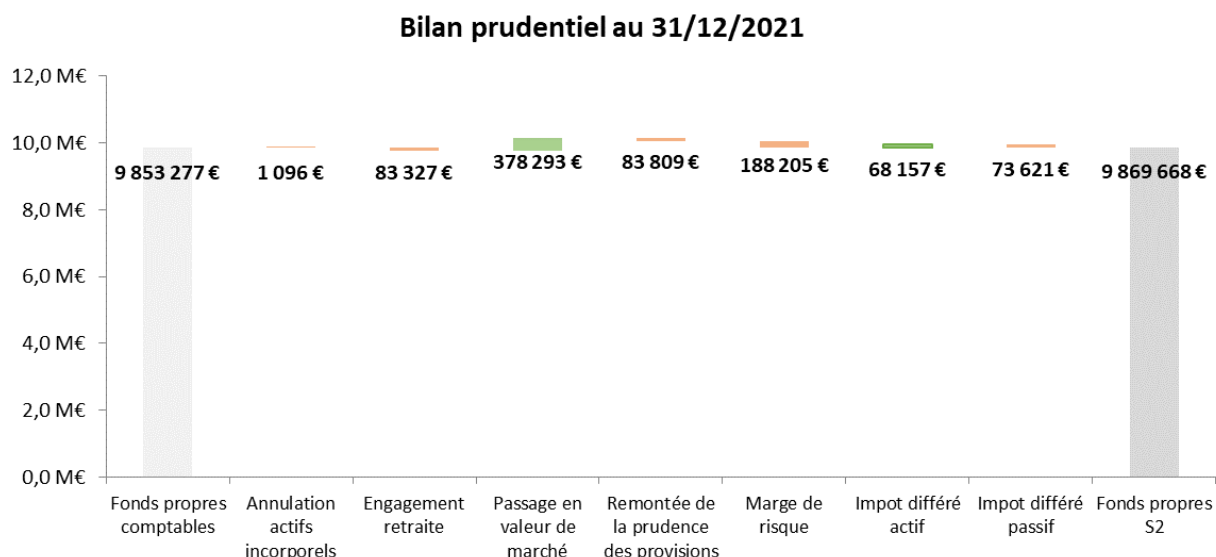
Un montant d'impôt différé d'actif est calculé séparément du montant d'impôt différé passif au bilan.

L'impôt différé passif s'élève à 73 621 € et l'impôt différé actif s'élève à 68 157 €.

L'impôt différé passif net conduit également à atténuer le SCR au niveau de l'ajustement.

4.4 Ecart de valorisation actif/passif

Les écarts de valorisation permettent d'expliquer la différence de fonds propres entre le bilan en normes comptables et le bilan Solvabilité 2 :



4.5 Méthodes de valorisation alternatives

La MCN n'utilisent pas de méthodes de valorisation alternatives, optionnelles ou transitoires.

4.6 Autres informations

Au 31/12/2021, aucune autre information importante n'a été identifiée.

5 GESTION DU CAPITAL

La solvabilité se définit comme l'aptitude, pour une entreprise, à faire face à ses engagements dans des situations défavorables. Une entreprise peut être considérée comme insolvable dès lors que la valeur de ses fonds propres ne suffit plus à couvrir ses risques. Elle dépend des garanties et protections offertes aux adhérents et des ressources, fonds propres et investissements dont dispose la mutuelle pour y faire face.

A la différence du bilan comptable qui évalue les postes du bilan prudemment, en accord avec les principes de comptabilité générale français, le bilan Solvabilité 2 est économique. En effet, l'actif est inscrit au bilan à sa valeur de marché et les provisions techniques sont calculées selon une vision « Best Estimate », contrairement aux provisions comptables déterminées à partir d'hypothèses prudentes. La marge pour risque s'ajoute au best estimate des passifs, permettant ainsi d'intégrer une marge de prudence dans le calcul des provisions techniques.

Plus précisément, le bilan économique Solvabilité 2 prend la forme simplifiée suivante :

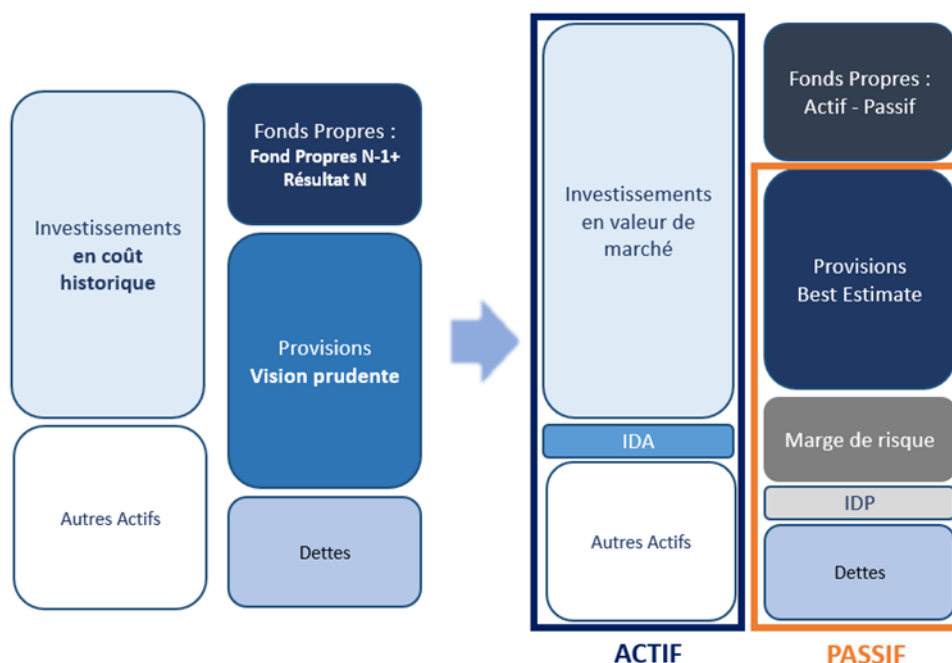


Figure 1 - Passage du bilan comptable au bilan économique

Sous Solvabilité 2, les provisions techniques sont égales à la somme des éléments suivants :

- Le best estimate des passifs : celui-ci correspond à la valeur actuelle nette probable des flux futurs (prestations, frais, commissions, cotisations). Le calcul du best estimate doit inclure les flux futurs associés uniquement aux contrats existants à la date d'évaluation ;
- La marge pour risque s'interprète comme le montant de provisions complémentaires au best estimate calculé de façon à ce que le montant total de provisions inscrit au bilan corresponde à celui qu'exigerait une entité de référence pour honorer les engagements à la charge de l'assureur.

5.1 Fonds propres

Les fonds propres économiques Solvabilité 2 sont constitués de la valeur actuelle des profits futurs générés par le portefeuille de contrats, et de l'actif net réévalué en valeur de marché.

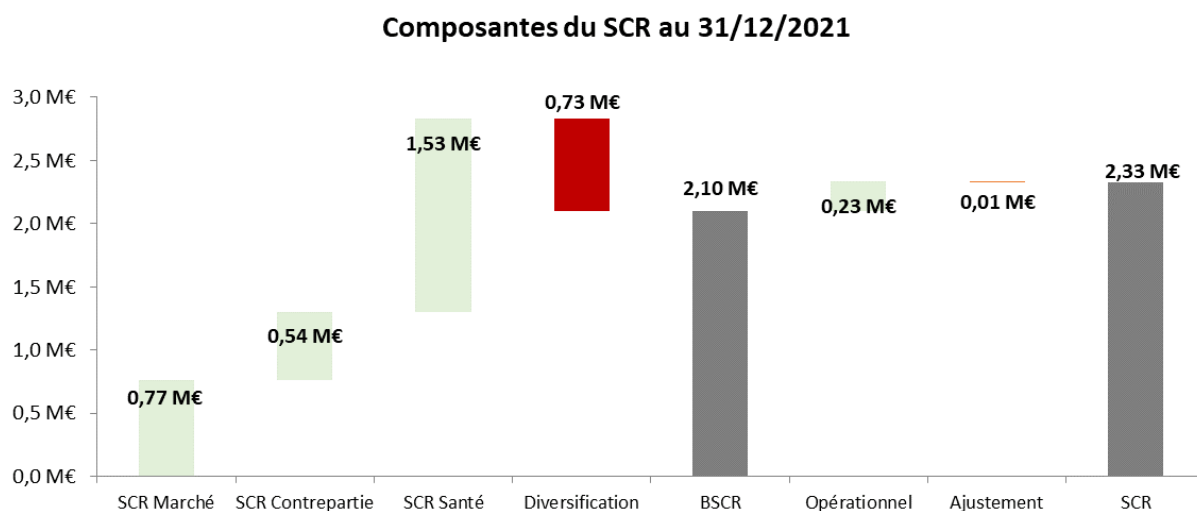
Au 31/12/2021, les fonds propres économiques de la mutuelle ressortent à 9 869 668 € en regard des montants de fonds propres comptables qui s'élèvent à 9 853 277 €.

L'ensemble des fonds propres de la MCN est intégralement classé en Tier 1, niveau le plus solide des capitaux propres. Ceux-ci respectent les critères prévus par la réglementation.

5.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

Le capital de solvabilité requis (SCR) est calculé en application des spécifications techniques définies dans la réglementation européenne.

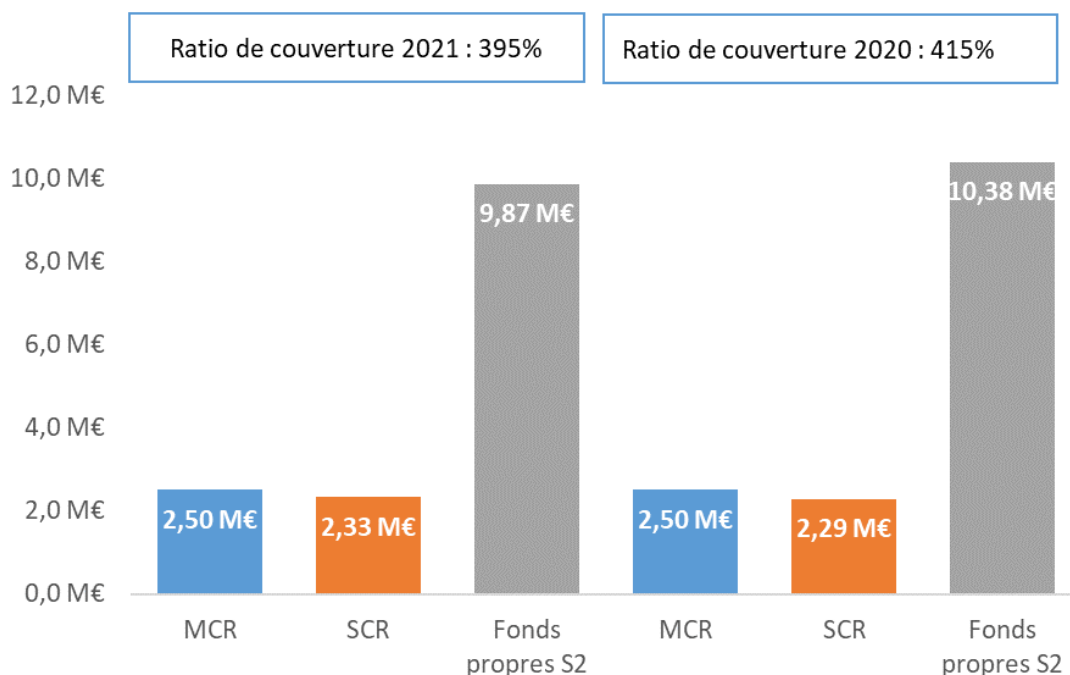
Le SCR global et les SCR par modules de risques ont été représentés sous la forme du graphique ci-dessous.



L'exigence de solvabilité requise (SCR) est la résultante de trois composantes :

- Le BSCR qui correspond à l'agrégation des montants obtenus pour faire face aux différents risques identifiés dans les 3 sous-modules qui le composent ;
- Le SCR opérationnel qui est destiné à couvrir le risque de perte résultant de procédures internes, de membres du personnel ou de systèmes inadéquats ou défectueux, ou d'événements extérieurs ;
- L'ajustement qui permet de tenir compte des effets d'atténuation des risques provenant des impôts différés passifs.

Le capital de solvabilité requis (SCR) est calculé en application des spécifications techniques définies dans la réglementation européenne et s'élève pour la MCN en 2020 à 2 326 863 €.



Le ratio de solvabilité sous Solvabilité 2 de la MCN (sur la base du Minimum Absolu de Capital Requis AMCR) pour l'exercice 2021 ressort à 395%, en baisse de 21 points de base par rapport à 2020.

Les ratios de couverture de la MCN pour 2021 sont les suivants :

| | 2021 | 2020 |
|--|--------|------|
| Ratio de couverture SCR | ↘ 424% | 453% |
| Ratio de couverture MCR (officiel ACPR) | ↘ 395% | 415% |

Le BSCR de la MCN se décompose en plusieurs sous-modules ci-dessous expliqués.

➔ Module de risque marché

Le module de risque marché intègre les risques suivants :

- Le risque de concentration
- Le risque immobilier
- Le risque actions
- Le risque de taux
- Le risque de spread
- Le risque de change (N/A)

• Risque immobilier

Les placements pénalisés au titre du module de risque immobilier correspondent aux immeubles et bâtiments détenus par la Mutuelle. Au 31/12/2021, la valeur de marché des biens immobiliers détenus par la Mutuelle s'élève à 600 000 €.

La valeur de marché des biens a été évaluée lors d'une expertise immobilière effectuée par un expert indépendant.

Le choc prévu par les actes délégués pour les placements immobilier est de 25%. Le SCR Immobilier de la Mutuelle est alors de 150 000 €.

- Risque actions

Le placement Huarong réalisé en 2019 reste classé en risque actions de type 2.

Cette classe d'actifs contient notamment des actifs risqués non cotés ou cotés hors OCDE. Le choc prévu par les actes délégués pour les placements Actions de type 2 est de 49% auquel s'intègre un ajustement symétrique de 6,88%.

Le SCR Actions de la Mutuelle est alors de 536 162 € à fin 2021.

- Risque de taux

En 2021, la mutuelle a acquis une obligation pour un montant brut de 600 000 €. Pour cette dernière, il a été possible de réaliser un traitement SCR de type obligataire compte tenu de l'information disponible. Ce nouveau placement a été traité dans les SCR taux, spread et concentration.

Le risque de taux d'intérêt existe pour tous les actifs et passifs dont la valeur est sensible aux variations de la structure de la courbe des taux d'intérêt ou à la volatilité des taux d'intérêt. Le chargement en capital au titre de ce risque est le résultat de deux scénarii prédéfinis (up et down) sur le niveau de la courbe de taux.

Le SCR Taux de la Mutuelle est alors de 85 850 € à fin 2021.

- Risque de spread

Le risque de spread consiste en une évolution défavorable de la solvabilité de l'émetteur provoquant une aggravation du spread (écart de rendement) entre le taux sans risque et le taux de rentabilité attendu des placements. L'exigence de capital est fonction de la valeur de marché, de la durée et du rating de l'émetteur.

Le SCR Spread de la Mutuelle est de 78 398 € à fin 2021.

- Risque de concentration

Le risque de concentration est présent en raison de la volatilité supplémentaire qui existe dans les portefeuilles d'actifs concentrés. En effet, dans ce cas il existe un risque supplémentaire de perte de valeur définitive, partielle ou totale, causée par la défaillance d'un émetteur.

L'exigence de capital liée à ce risque de concentration est fonction de l'exposition à un même émetteur donné et à sa notation.

Les lignes de la Mutuelle concernées par ce risque sont le bien immobilier, le titre Huarong et le nouveau titre La Banque Postale (BNP Paribas). Dans le cas de l'immobilier, lorsque l'exposition à l'adresse dépasse 10% du total portefeuille, la surexposition est pénalisée à hauteur de 12%.

Dans le cas des autres placements, lorsque l'exposition à un même émetteur dépasse un certain pourcentage du total portefeuille, la surexposition est pénalisée à un taux dépendant de la notation du placement.

Le SCR Concentration de la Mutuelle est de 261 828 €.

- Résultat du risque de marché

Après agrégation des différents risques, le SCR Marché de la Mutuelle est de 766 477 € à fin 2021 contre 637 039 € à fin 2020.

L'augmentation s'explique par la prise en compte du nouveau titre La Banque Postale (BNP Paribas) pénalisé en SCR taux, spread et concentration.

➤ Module de risque de défaut de contrepartie

- Les risques de défaut de type 1

Les contreparties de type 1 correspondent aux contreparties notées. Le besoin en capital devant le risque de défaut de ces émetteurs est fonction du rating des différentes contreparties.

Les éléments qui sont soumis au risque de contrepartie chez la MCN sont les dépôts, livrets, caisses et les cautions.

Le SCR Contrepartie de type 1 de la Mutuelle est de 495 776 €.

- Les risques de défaut de type 2

Au 31/12/2021, la MCN disposait de 341 555 € de créances auprès d'émetteurs non notés.

L'ensemble des créances datant de moins de trois mois sont pénalisées à 15%. Les créances datant de plus de trois mois sont pénalisées à 90%.

Les créances de la MCN étant exclusivement à moins de 3 mois, le SCR Contrepartie de type 2 de la Mutuelle est alors de 51 233 €.

Après agrégation des deux sous-modules, le SCR Contrepartie de la MCN est de 595 140 € à fin 2020 contre 543 859 € à fin 2019.

➤ Module de risque santé

- Risque de cotisations et de réserves

Le risque de « Cotisations et Réserves » reflète le risque de sous-tarification ou de sous-provisionnement.

La charge de capital pour les risques de cotisations et de réserves combinés est déterminée à l'aide de la formule suivante :

$$SCR_{Primes\ et\ Réserves} = 3 * \sigma_{Frais\ de\ soins} * V_{Frais\ de\ soins}$$

- $V_{Frais\ de\ soins} = V_{Primes} + V_{Réserves}$
- $\sigma_{Frais\ de\ soins}$ représente la vision consolidée des σ_{Primes} et $\sigma_{Réserves}$

$$\sigma_{Frais\ de\ soins} = \frac{\sqrt{\sigma_{Primes}^2 * V_{Primes}^2 + \sigma_{Primes} * \sigma_{Réserves} * V_{Primes} * V_{Réserves} + \sigma_{Réserves}^2 * V_{Réserves}^2}}{V_{Primes} + V_{Réserves}}$$

Avec :

- $\sigma_{Primes} = 5\%$
- $\sigma_{Réserves} = 5.7\%$
- $V_{Primes} =$ Estimation du montant de primes perçu par Mutuale lors du prochain exercice
- $V_{Réserves} =$ Montant de provisions Best Estimate lors de l'exercice en cours

Le volume de cotisations V_{Primes} est défini par la formule suivante :

$$V_{Primes,s} = \max (P_s ; P_{(last,s)}) + FP_{(existing,s)} + FP_{(future,s)}$$

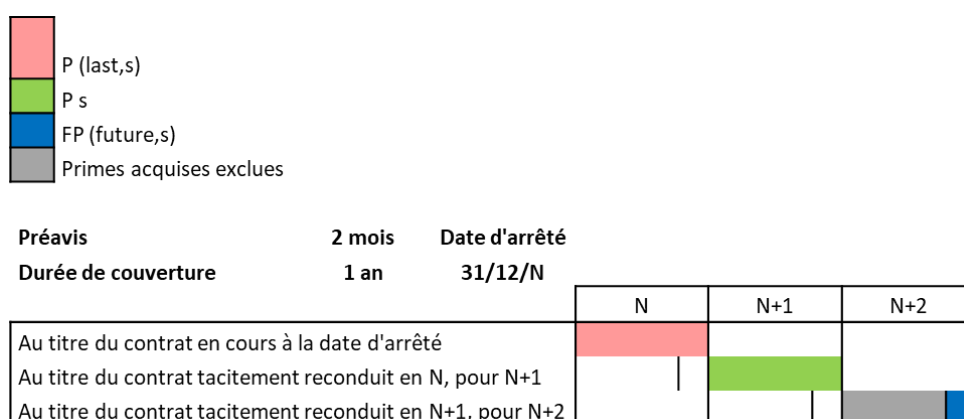
Où,

P_s représente une estimation des cotisations à acquérir par la Mutuelle au cours de l'année à venir ;

$P_{(last,s)}$ représente les cotisations acquises au cours de l'année passée ;

$FP_{(existing,s)}$ représente les cotisations à acquérir après l'année à venir pour les contrats existants. La MCN n'ayant que des contrats de « frais de soin » alors aucune cotisation n'est acquise l'année N+1 pour le compte de l'année N (pas de PENA pour la Mutuelle). Ce terme est donc nul ;

$FP_{(future,s)}$ représente les cotisations acquises après l'année à venir pour les contrats dont la date de comptabilisation survient dans l'année à venir. Les primes acquises dans les 12 mois qui suivent cette date de comptabilisation sont exclues. Pour ce terme, une date de comptabilisation a été retenue à 2 mois avant la fin de l'année (date d'émission des avis de tacite reconduction) ; ainsi, $FP_{(future,s)}$ est égal à 2 douzièmes des primes acquises l'année N+2.



Nous avons considéré que la Mutuelle était engagée au moment des avis d'échéance soit 2 mois avant le début du contrat. Par ailleurs, nous avons retenu un taux de chute de 2%.

Le montant de SCR Santé Primes et Réserves de la MCN est de **1 524 068 €**.

- Risque de catastrophe santé

Le risque de catastrophe se décompose en trois types de sous-risques. Ceux-ci ont été évalués afin de déterminer la charge en capital :

- **Risque d'accident de masse** : Ce risque est évalué par l'estimation du nombre d'adhérents de la Mutuelle dans un lieu publique restreint.
- **Risque de concentration** : Ce risque n'est pas applicable pour les frais de santé.
- **Risque pandémique** : les garanties de la MCN n'excluent pas le risque pandémique.

Le SCR Catastrophe santé s'élève à 18 540 € au 31/12/2021.

- Risque de rachat santé

Le risque de rachat a été calculé comme une baisse instantanée de 40% de la marge associée à la meilleure estimation de cotisations soit 0 € en 2021 puisque la meilleure estimation des cotisations a été considérée nulle cette année (Risque de rachat santé évalué en 2020 à 99 724 €).

- Résultat du risque santé

Après diversification et agrégation, le SCR Santé de la MCN est de 1 528 809 € en 2021 contre 1 588 081 € en 2020.

➤ Module de risque opérationnel

Le risque Opérationnel se définit comme le risque de perte résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des événements internes (procédures, systèmes d'information, personnel...) ou externes. Le SCR opérationnel est calculé conformément aux spécifications techniques de l'EIOPA à partir des cotisations perçues au cours des deux derniers exercices, des provisions santé.

Le SCR Opérationnel s'établit à 231 978 € pour l'exercice 2021 contre 257 970 € pour l'exercice 2020.

➤ Capacité d'absorption des impôts différés

Sous Solvabilité 2, les organismes ont la possibilité de diminuer le SCR de base (BSCR) d'une capacité d'absorption des pertes par les impôts différés. Le raisonnement est que le choc du SCR pourrait entraîner une variation des postes d'impôts au bilan en cas d'une perte équivalente à un choc de cette amplitude (SCR). Cet ajustement vient in fine en atténuation du SCR.

Par mesure de prudence, la simplification limitant le montant d'ajustement aux Impôts Différés Passifs (net d'Impôts Différés Actifs) est utilisée pour un montant de 5 464 € en 2021 (75 037 € en 2020).

➤ BSCR et effet de diversification

Un effet diversification vient diminuer le BSCR. Suite à l'agrégation des différents modules, le BSCR de la MCN ressort à 2 100 349 € au 31/12/2021 contre à 2 109 497 € à fin 2020. A noter que la somme des SCR modulaires est de 2 830 561 €, le bénéfice de diversification est donc de 730 212 €.

➤ Le MCR

Le plancher absolu de MCR est de 2 500 000 € pour la MCN, le niveau de SCR reste encore en dessous. Il est à noter que ce plancher absolu de MCR sera révisé en 2022 à 2 700 000€.

5.3 Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

L'utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée n'est pas applicable pour la MCN conformément à l'article 304 de la Directive Solvabilité 2.

5.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

La MCN n'utilise pas de modèle interne ni d'USP pour calculer les exigences de solvabilité réglementaire.

5.5 Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité de requis

La MCN couvre le MCR et le SCR, elle n'est donc pas concernée par cette sous-partie du rapport.

5.6 Autres informations

La Mutuelle n'identifie pas d'autre information importante à communiquer à ce sujet.

6 ANNEXE : QRT PUBLICS

En complément des éléments narratifs du SFCR décrits plus haut, le Règlement Délégué prévoit que les Mutuelles publient en annexe du document les QRT suivants :

Pour les Mutuelles solo :

| Nom du QRT | Informations demandées |
|------------|---|
| S.02.01.01 | Bilan Prudentiel |
| S.05.01.01 | Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité |
| S.17.01.01 | Provisions techniques pour les garanties Non Vie ou Santé Non SLT |
| S.19.01.01 | Triangles de développement pour l'assurance Non-Vie |
| S.23.01.01 | Fonds propres |
| S.25.01.01 | SCR avec formule standard |
| S.28.01.01 | MCR Activité Vie seule ou Activité Non Vie Seule |

| | | | | |
|---|--------------|----------------------|-----------------------|----------------------|
| S.02.01.01 | | | | |
| Bilan | | | | |
| S.02.01.01.01 | | | | |
| Bilan | | | | |
| | | | Valeurs Solvabilité 2 | Comptes statutaires |
| | | | C0010 | C0020 |
| Actifs | | | | |
| Goodwill | R0010 | | | |
| Coûts d'acquisition différés | R0020 | | | |
| Immobilisations incorporelles | R0030 | | | 1 096,00 |
| Actifs d'impôts différés | R0040 | 68 157,08 | | |
| Excédent du régime de retraite | R0050 | | | |
| Immobilisations corporelles détenues pour usage propre | R0060 | 70 545,00 | | 70 545,00 |
| Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en UC et indexés) | R0070 | 11 149 737,73 | | 10 771 445,00 |
| Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre) | R0080 | 600 000,00 | | 110 657,00 |
| Détentions dans des entreprises liées, y compris participations | R0090 | | | |
| Actions | R0100 | | | |
| Actions – cotées | R0110 | | | |
| Actions – non cotées | R0120 | | | |
| Obligations | R0130 | 1 488 950,00 | | 1 600 000,00 |
| Obligations d'État | R0140 | | | |
| Obligations d'entreprise | R0150 | 1 488 950,00 | | 1 600 000,00 |
| Titres structurés | R0160 | | | |
| Titres garantis | R0170 | | | |
| Organismes de placement collectif | R0180 | | | |
| Produits dérivés | R0190 | | | |
| Dépôts autres que les équivalents de trésorerie | R0200 | 9 060 787,73 | | 9 060 788,00 |
| Autres investissements | R0210 | | | |
| Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés | R0220 | | | |
| Prêts et prêts hypothécaires | R0230 | | | |
| Avances sur police | R0240 | | | |
| Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers | R0250 | | | |
| Autres prêts et prêts hypothécaires | R0260 | | | |
| Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance | R0270 | | | |
| Non-vie et santé similaire à la non-vie | R0280 | | | |
| Non-vie hors santé | R0290 | | | |
| Santé similaire à la non-vie | R0300 | | | |
| Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés | R0310 | | | |
| Santé similaire à la vie | R0320 | | | |
| Vie hors santé, UC et indexés | R0330 | | | |
| Vie UC et indexés | R0340 | | | |
| Dépôts auprès des cédantes | R0350 | | | |
| Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires | R0360 | 47 220,00 | | 47 220,00 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | R0370 | - | | - |
| Autres créances (hors assurance) | R0380 | 286 204,00 | | 286 204,00 |
| Actions propres auto-détenues (directement) | R0390 | | | |
| Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s) | R0400 | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | R0410 | 66 396,00 | | 66 396,00 |
| Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus | R0420 | 8 131,00 | | 8 131,00 |
| Total de l'actif | R0500 | 11 696 390,81 | | 11 251 037,00 |
| Passifs | | | | |
| Provisions techniques non-vie | R0510 | 906 014,80 | | 634 000,00 |
| Provisions techniques non-vie (hors santé) | R0520 | | | |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0530 | | | |
| Meilleure estimation | R0540 | | | |
| Marge de risque | R0550 | | | |
| Provisions techniques santé (similaire à la non-vie) | R0560 | 906 014,80 | | 634 000,00 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0570 | - | | |
| Meilleure estimation | R0580 | 717 809,49 | | |
| Marge de risque | R0590 | 188 205,31 | | |
| Provisions techniques vie (hors UC et indexés) | R0600 | | | |
| Provisions techniques santé (similaire à la vie) | R0610 | | | |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0620 | | | |
| Meilleure estimation | R0630 | | | |
| Marge de risque | R0640 | | | |
| Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés) | R0650 | | | |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0660 | | | |
| Meilleure estimation | R0670 | | | |
| Marge de risque | R0680 | | | |
| Provisions techniques UC et indexés | R0690 | | | |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0700 | | | |
| Meilleure estimation | R0710 | | | |
| Marge de risque | R0720 | | | |
| Autres provisions techniques | R0730 | | | |
| Passifs éventuels | R0740 | | | |
| Provisions autres que les provisions techniques | R0750 | | | |
| Provisions pour retraite | R0760 | 83 327,00 | | - |
| Dépôts des réassureurs | R0770 | | | |
| Passifs d'impôts différés | R0780 | 73 620,86 | | - |
| Produits dérivés | R0790 | | | |
| Dettes envers des établissements de crédit | R0800 | | | |
| Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit | R0810 | | | |
| Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires | R0820 | 167 708,00 | | 167 708,00 |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | R0830 | | | |
| Autres dettes (hors assurance) | R0840 | | | |
| Passifs subordonnés | R0850 | | | |
| Provisions pour retraite | R0860 | | | |
| Dépôts des réassureurs | R0870 | | | |
| Passifs d'impôts différés | R0880 | 596 052,00 | | 596 052,00 |
| Total du passif | R0900 | 1 826 722,66 | | 1 397 760,00 |
| Excédent d'actif sur passif | R1000 | 9 869 668,15 | | 9 853 277,00 |

| S. 05.01.01 Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité S. 05.01.01.01 Non Vie (Activité directe/rassurance proportionnelle acceptée et réassurance non proportionnelle acceptée) | Ligne d'activité pour engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée) | | | | Ligne d'activité pour réassurance non proportionnelle | | | | | | | | | | | | |
|---|---|--|---|---|---|--|--|--|--|---|---------------------|--------------------------------------|----------------|--------------------|--|----------------|----------------|
| | Assurance de frais médicaux C0010 | Assurance de protection du revenu C0020 | Assurance d'indemnisation des travailleurs C0030 | Assurance responsabilité civile automobile C0040 | Autre assurance des véhicules à moteur C0050 | Assurance marine, aérienne et transport C0060 | Assurance incendie et autres dommages aux biens C0070 | Assurance de responsabilité civile générale C0080 | Assurance de protection juridique C0090 | Assurance de pertes pécuniaires diverses C0100 | Assistance C0110 | Pertes pécuniaires diverses C0120 | Santé C0130 | Accidents C0140 | Maritime, aérienne et transport C0150 | Biens C0160 | Total C0800 |
| Primes émises | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0110 | | | | | | | | | | | | | | | | 7 732 604 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0120 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0130 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | R0140 | | | | | | | | | | | | | | | | 7 732 604 |
| Primes acquises | R0200 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0210 | | | | | | | | | | | | | | | | 7 732 604 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0220 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0230 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | R0240 | | | | | | | | | | | | | | | | 7 732 604 |
| Charge des sinistres | R0300 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0310 | | | | | | | | | | | | | | | | 7 229 982 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0320 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0330 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | R0340 | | | | | | | | | | | | | | | | 7 229 982 |
| Variation des autres provisions techniques | R0400 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0410 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0420 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0430 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | R0440 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dépenses engagées | R0500 | | | | | | | | | | | | | | | | 897 662 |
| Brut – assurance directe | R0510 | | | | | | | | | | | | | | | | 102 733 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0520 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0530 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | R0540 | | | | | | | | | | | | | | | | 102 733 |
| Frais d'administration | R0600 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0610 | | | | | | | | | | | | | | | | 102 733 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0620 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0630 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | R0640 | | | | | | | | | | | | | | | | 102 733 |
| Frais d'administration | R0700 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0710 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0720 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0730 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | R0740 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais d'administration | R0800 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0810 | | | | | | | | | | | | | | | | 392 823 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0820 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0830 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | R0840 | | | | | | | | | | | | | | | | 392 823 |
| Frais d'administration | R0900 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R0910 | | | | | | | | | | | | | | | | 93 044 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0920 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0930 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | R0940 | | | | | | | | | | | | | | | | 93 044 |
| Frais d'administration | R1000 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R1010 | | | | | | | | | | | | | | | | 309 062 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R1020 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R1030 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | R1040 | | | | | | | | | | | | | | | | 309 062 |
| Autres dépenses | R1100 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | R1100 | | | | | | | | | | | | | | | | 309 062 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R1100 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R1100 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | R1100 | | | | | | | | | | | | | | | | 309 062 |
| Total des dépenses | R1200 | | | | | | | | | | | | | | | | 897 662 |
| Total des dépenses | R1300 | | | | | | | | | | | | | | | | 897 662 |

5.19.01.13
Sinetex en non-vie

| | | | |
|--|---------------------------|-----------------------|---------------------------|
| Année de l'assurance / Année de souscription | 2000 | Année de surveillance | 2000 |
| Type de contrat | Non Agé | Non Agé | Non Agé |
| Code de contrat | 2000 | Code de contrat | 2000 |
| Code de produit | 1 - 1 (non) Assurance Vie | Code de produit | 1 - 1 (non) Assurance Vie |

5.19.01.13.01

| Année | Année de développement (pourant abou) | | | | | | | | | | | | | | Fin d'année (pourant abou) | | |
|----------|---------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | Fin d'année (pourant abou) | Fin d'année (pourant abou) |
| | C100 | C020 | C030 | C040 | C050 | C060 | C070 | C080 | C090 | C100 | C110 | C120 | C130 | C140 | C150 | C160 | |
| Montants | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 0-14 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15-20 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 21-25 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 26-30 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 31-35 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 36-40 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 41-45 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 46-50 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 51-55 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 56-60 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 61-65 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 66-70 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 71-75 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 76-80 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 81-85 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 86-90 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 91-95 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 96-100 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | | | | | | | | | | | | | | | | | |

5.19.01.13.01

| Année | Année de développement (pourant abou) | | | | | | | | | | | | | | Fin d'année (pourant abou) | | |
|----------|---------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | Fin d'année (pourant abou) | Fin d'année (pourant abou) |
| | C100 | C020 | C030 | C040 | C050 | C060 | C070 | C080 | C090 | C100 | C110 | C120 | C130 | C140 | C150 | C160 | |
| Montants | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 0-14 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15-20 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 21-25 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 26-30 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 31-35 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 36-40 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 41-45 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 46-50 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 51-55 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 56-60 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 61-65 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 66-70 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 71-75 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 76-80 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 81-85 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 86-90 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 91-95 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 96-100 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | | | | | | | | | | | | | | | | | |

5.19.01.13.01

| Année | Année de développement (pourant abou) | | | | | | | | | | | | | | Fin d'année (pourant abou) | | |
|----------|---------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | Fin d'année (pourant abou) | Fin d'année (pourant abou) |
| | C100 | C020 | C030 | C040 | C050 | C060 | C070 | C080 | C090 | C100 | C110 | C120 | C130 | C140 | C150 | C160 | |
| Montants | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 0-14 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15-20 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 21-25 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 26-30 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 31-35 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 36-40 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 41-45 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 46-50 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 51-55 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 56-60 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 61-65 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 66-70 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 71-75 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 76-80 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 81-85 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 86-90 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 91-95 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 96-100 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | | | | | | | | | | | | | | | | | |

5.19.01.13.01

| Année | Année de développement (pourant abou) | | | | | | | | | | | | | | Fin d'année (pourant abou) | | |
|----------|---------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | Fin d'année (pourant abou) | Fin d'année (pourant abou) |
| | C100 | C020 | C030 | C040 | C050 | C060 | C070 | C080 | C090 | C100 | C110 | C120 | C130 | C140 | C150 | C160 | |
| Montants | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 0-14 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15-20 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 21-25 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 26-30 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 31-35 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 36-40 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 41-45 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 46-50 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 51-55 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 56-60 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 61-65 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 66-70 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 71-75 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 76-80 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 81-85 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 86-90 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 91-95 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 96-100 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | Total | Tier 1 - non restreint | Tier 1 - restreint | Tier 2 | Tier 3 |
|--|--------------|---------------------|------------------------|--------------------|--------|--------|
| | | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 |
| Fonds propres | | | | | | |
| S.23.01.01 | | | | | | |
| Fonds propres | | | | | | |
| S.23.01.01.01 | | | | | | |
| Fonds propres | | | | | | |
| | | | | | | |
| Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35 | | | | | | |
| Capital en actions ordinaires (brut des actions propres) | R0010 | | | | | |
| Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires | R0030 | | | | | |
| Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel | R0040 | 296 222,00 | 296 222,00 | | | |
| Comptes mutualistes subordonnés | R0050 | | | | | |
| Fonds excédentaires | R0070 | | | | | |
| Actions de préférence | R0090 | | | | | |
| Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence | R0110 | | | | | |
| Réserve de réconciliation | R0130 | 9 573 446,36 | 9 573 446,36 | | | |
| Passifs subordonnés | R0140 | | | | | |
| Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets | R0160 | | | | | |
| Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra | R0180 | | | | | |
| Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II | | | | | | |
| Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II | R0220 | | | | | |
| Déductions | | | | | | |
| Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers | R0230 | | | | | |
| Total fonds propres de base après déductions | R0290 | 9 869 668,36 | 9 869 668,36 | | | |
| Fonds propres auxiliaires | | | | | | |
| Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande | R0300 | | | | | |
| Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel | R0310 | | | | | |
| Actions de préférence non libérées et non appelées, callable sur demande | R0320 | | | | | |
| Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande | R0330 | | | | | |
| Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE | R0340 | | | | | |
| Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE | R0350 | | | | | |
| Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE | R0360 | | | | | |
| Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE | R0370 | | | | | |
| Autres fonds propres auxiliaires | R0390 | | | | | |
| Total fonds propres auxiliaires | R0400 | | | | | |
| Fonds propres éligibles et disponibles | | | | | | |
| Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis | R0500 | 9 869 668,36 | 9 869 668,36 | | | |
| Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis | R0510 | 9 869 668,36 | 9 869 668,36 | | | |
| Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis | R0540 | 9 869 668,36 | 9 869 668,36 | | | |
| Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis | R0550 | 9 869 668,36 | 9 869 668,36 | | | |
| Capital de solvabilité requis | R0580 | 2 326 863,21 | | | | |
| Minimum de capital requis | R0600 | 2 500 000,00 | | | | |
| Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis | R0620 | 424,16% | | | | |
| Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis | R0640 | 394,79% | | | | |

| | | C0060 |
|--|--------------|---------------------|
| Réserve de réconciliation | | |
| Réserve de réconciliation | | |
| Excédent d'actif sur passif | R0700 | 9 869 668,36 |
| Actions propres (détenues directement et indirectement) | R0710 | |
| Dividendes, distributions et charges prévisibles | R0720 | |
| Autres éléments de fonds propres de base | R0730 | 296 222,00 |
| Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux for | R0740 | |
| Réserve de réconciliation | R0760 | 9 573 446,36 |
| Bénéfices attendus | | |
| Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFF) – activités vie | R0770 | |
| Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFF) – activités non-vie | R0780 | - |
| Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFF) | R0790 | - |

| | | Capital de solvabilité requis net | Capital de solvabilité requis brut | Allocation des ajustements due aux RFF et portefeuilles Matching adjustments |
|---|--------------|-----------------------------------|------------------------------------|--|
| | | C0030 | C0040 | C0050 |
| Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard | | | | |
| S.25.01.01 | | | | |
| Capital de solvabilité requis de base | | | | |
| Risque de marché | R0010 | 766 477 | 766 477 | |
| Risque de défaut de la contrepartie | R0020 | 535 275 | 535 275 | |
| Risque de souscription en vie | R0030 | - | - | |
| Risque de souscription en santé | R0040 | 1 528 809 | 1 528 809 | |
| Risque de souscription en non-vie | R0050 | - | - | |
| Diversification | R0060 | 730 212 | 730 212 | |
| Risque lié aux immobilisations incorporelles | R0070 | - | - | |
| Capital de solvabilité requis de base | R0100 | 2 100 349 | 2 100 349 | |

| | | Value |
|--|--------------|----------------------|
| | | C0100 |
| Calcul du capital de solvabilité requis | | |
| Ajustement dû aux RFF/MAP nSCR agrégation | R0120 | |
| Risque opérationnel | R0130 | 231 978 |
| Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques | R0140 | |
| Capacité d'absorption de pertes des impôts différés | R0150 | 5 464 |
| Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive | R0160 | |
| Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire | R0200 | 2 326 863 |
| Exigences de capital supplémentaire déjà définies | R0210 | |
| Capital de solvabilité requis | R0220 | 2 326 863 |
| Autres informations sur le SCR | | |
| Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée | R0400 | |
| Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante | R0410 | |
| Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés | R0420 | |
| Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égal | R0430 | |
| Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304 | R0440 | |
| Méthode utilisée pour calculer l'ajustement dû aux RFF/MAP nSCR agrégation | R0450 | 4 - Pas d'ajustement |
| Participation aux bénéfices discrétionnaire nette | R0460 | |

| | | |
|--|---|---|
| S.28.01.01 | | |
| Minimum de capital requis – Activités d'assurance ou de réassurance vie ou non-vie | | |
| S.28.01.01.01 | | |
| Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie | | |
| Composantes MCR | | |
| | | C0010 |
| MCR _{lin} Result | R0010 | 397 169 |
| S.28.01.01.02 | | |
| Information technique | | |
| Information technique | | |
| | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance) |
| | C0020 | C0030 |
| Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente | R0020 | 717 809 |
| Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente | R0030 | 7 732 604 |
| Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente | R0040 | |
| Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente | R0050 | |
| Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente | R0060 | |
| Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente | R0070 | |
| Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente | R0080 | |
| Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente | R0090 | |
| Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente | R0100 | |
| Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente | R0110 | |
| Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente | R0120 | |
| Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente | R0130 | |
| Réassurance santé non proportionnelle | R0140 | |
| Réassurance accidents non proportionnelle | R0150 | |
| Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle | R0160 | |
| Réassurance dommages non proportionnelle | R0170 | |
| S.28.01.01.05 | | |
| Calcul du MCR global | | |
| | | C0070 |
| MCR linéaire | R0300 | 397 169 |
| Capital de solvabilité requis | R0310 | 2 326 863 |
| Plafond du MCR | R0320 | 581 716 |
| Plancher du MCR | R0330 | 1 047 088 |
| MCR combiné | R0340 | 581 716 |
| Seuil plancher absolu du MCR | R0350 | 2 500 000 |
| Minimum de capital requis | R0400 | 2 500 000 |